

« Les petits arrangements avec la vérité de Sortir du Nucléaire ». La tribune de Bernard Durand

Bernard Durand
24 janvier 2020 à 14h51

« Dans le monde, peu de pays peuvent se targuer d'émettre aussi peu de gaz à effet de serre (GES) que le nôtre en matière de production d'électricité »

Les intentions du réseau d'associations Sortir du nucléaire sont claires, contenues dans son nom. Ce qui l'est moins, en revanche, ce sont les méthodes employées par cette nébuleuse proche de Greenpeace pour obtenir gain de cause. Pour inciter l'opinion et les pouvoirs publics à épouser ses vues anti-nucléaire, le réseau n'hésite pas à s'autoriser quelques arrangements avec la vérité : manipulation (voire escamotage) de chiffres, trucages, mauvaise foi, tout est bon pour tenter de convaincre. En témoigne la plainte qu'il vient d'adresser à Orano pour « publicité mensongère », plainte assortie de nombreuses contre-vérités.

En France, le nucléaire a bien le cycle de vie le moins émetteur.

Citée dans un article de Reporterre évoquant cette plainte, Marie Frachisse, juriste pour le réseau, affirme ainsi : « Effectivement, un réacteur nucléaire émet moins qu'une centrale à charbon. Mais, si l'on prend l'ensemble de la chaîne de production de l'énergie nucléaire de l'extraction minière à la gestion des déchets, ce bilan est beaucoup plus lourd. » Une affirmation très contestable.

Le GIEC, pourtant peu suspectable de faire le jeu du lobby nucléaire, a calculé les émissions des différentes sources d'électricité. Il s'agit d'analyses du cycle de vie (ACV), dites aussi du berceau à la tombe (*cradle to grave* en anglais). C'est-à-dire qu'elles intègrent pour le nucléaire toutes les émissions collatérales comme celles de l'usine de Malvesi citée par Madame Frachisse, ainsi que de l'extraction des minerais et des stockages de déchets.

La moyenne mondiale de ces émissions (ACV), selon le GIEC, est pour l'électricité nucléaire de 12 gCO₂eq./kWh produit. Pour la France, elles se situent en dessous de la moyenne mondiale, 6 g/kWh, comme l'a enfin reconnu, de très mauvaise grâce d'ailleurs, le Ministère de la transition énergétique et solidaire, et même l'ADEME ! Elles sont même probablement seulement de 4 g/kWh, parce que la France utilise maintenant l'ultracentrifugation pour enrichir l'uranium et ainsi produire le « combustible » des réacteurs nucléaires. Or cette méthode consomme 50 fois moins d'énergie que ne faisait la méthode par diffusion gazeuse utilisée auparavant.

Le remplacement en France d'une production d'électricité nucléaire par une production d'électricité éolienne ne peut absolument rien pour le climat

En comparaison, l'éolien, que promeut sans relâche entre autres Greenpeace (certains disent que c'est parce qu'elle a une filiale Greenpeace Energy très liée aux industries éoliennes (1) ; c'est peut-être une fake news, mais qu'attend Greenpeace pour démentir ?), mais aussi WWF et FNE (toutes trois prétendant être des défenseurs de l'environnement et en particulier du climat), émet en ACV en France 11 gCO₂eq./kWh selon le Ministère ! Mais aussi, l'éolien est, au prorata de sa consommation de terres rares importées de Chine pour fabriquer les aimants permanents de ses génératrices d'électricité, responsable du désastre écologique et sanitaire provoqué en Chine par l'extraction et le raffinage de ces terres rares (2).

Le remplacement en France d'une production d'électricité nucléaire par une production d'électricité éolienne (c'est ce que veulent Greenpeace, WWF et FNE, mais aussi on se demande bien pourquoi notre Gouvernement), ne peut donc absolument rien pour le climat, contrairement à ce qu'affirme par exemple avec constance Yannick Jadot, qui a été Directeur de la branche française de Greenpeace. C'est encore pire avec le solaire photovoltaïque, dont les émissions seraient de 40 à 50 g/kWh !

Du fait de leur intermittence, et de l'absence actuelle et pour longtemps de solutions pour réaliser des stockages massifs d'électricité à l'échelle des énormes quantités produites en France et en Europe, l'éolien et le solaire

photovoltaïque ont besoin en soutien d'une très importante puissance de centrales pilotables, nucléaires et hydrauliques en France, à charbon et à gaz en Allemagne. Une démonstration éclatante en est fournie par l'Allemagne, dont la puissance de pilotables est passée de 100 à 102 GW entre 2000 et 2019, tandis que la puissance d'éolien et de solaire photovoltaïque est passée de 7 à 102 GW. Si bien que l'Allemagne a maintenant plus de deux fois plus de puissance électrique installée qu'en 2000. Deux réseaux de centrales donc pour produire au total à peu près la même quantité d'électricité, c'est la principale raison de l'augmentation du prix de l'électricité pour les ménages dans ce pays (maintenant presque le double du nôtre). Et les mêmes causes produisant les mêmes effets cela est en train de se produire maintenant en France !

Notons au passage que si nous sommes capables un jour de construire des stockages massifs pour remplacer les centrales pilotables, leur coût sera probablement supérieur à celui de celles-ci.

D'autre part, comme les Allemands qui ont conservé leurs centrales à charbon et entreprennent maintenant de les remplacer par des centrales à gaz alimentées par du gaz russe, nous sommes obligés pour pallier l'intermittence de l'éolien et du solaire photovoltaïque de conserver toute notre puissance de réacteurs nucléaires. Nous pourrions bien sûr également les remplacer par des centrales à gaz russe, mais certainement pas par de l'éolien et du solaire PV ! Au nom de la défense du climat ?

L'illusion du tout renouvelable.

De son côté, Mycle Schneider, consultant indépendant sur l'énergie et le nucléaire cité dans le même article de Reporterre, affirme qu'un euro dépensé pour les énergies renouvelables remplace un euro dépensé pour l'électricité nucléaire. C'est parfaitement faux : en fait il s'ajoute à celui dépensé pour le charbon et le gaz en Allemagne, comme je l'ai montré ci-dessus, d'où l'augmentation rapide dans ce pays du prix de l'électricité pour les ménages, ainsi que du nombre de ces ménages en précarité énergétique. En France, il s'ajoutera à celui dépensé pour le nucléaire. Et si en Allemagne il diminuera les émissions de CO₂ de la production d'électricité, mais peu comme tout le monde peut le constater, il sera totalement inefficace en France, où il remplacera une production d'électricité nucléaire non émettrice et ne diminuera aucunement les émissions de CO₂ de notre production d'électricité.

En France, une éolienne produit en moyenne dans l'année 3 à 4 fois moins d'électricité qu'un réacteur nucléaire par unité de puissance installée. Pour remplacer la production de l'EPR de Flamanville, de puissance 1 650 MW, il faudrait donc installer 5 000 à 6 000 MW d'éoliennes, et ainsi coloniser un territoire de 1000 à 1500 km² en y comptant les distances de protection des habitations (qui vont peut-être d'ailleurs augmenter suite aux plaintes de plus en plus audibles des riverains), au lieu de 1 km² pour Flamanville.

Dans le monde, peu de pays peuvent se targuer d'émettre aussi peu de gaz à effet de serre (GES) que le nôtre en matière de production d'électricité. Ce sont tous des pays qui ont des ressources très importantes en hydroélectricité par habitant

Compte tenu des recours de plus en plus nombreux des habitants, je pense que le temps nécessaire pour installer ces éoliennes sera du même ordre de grandeur que pour l'EPR ! Et tout cela pour produire une électricité dont nous n'avons pas besoin, car notre consommation n'augmente plus, et qui ne peut rien, ni pour le climat, ni pour fermer des réacteurs nucléaires. Pousser dans notre pays au développement massif de l'éolien et du solaire photovoltaïque, c'est de la schizophrénie pour qui prétend défendre le climat, comme Sortir du nucléaire, Wise, Greenpeace, WWF et FEN, et c'est un très gros mensonge qui ne peut tenir que grâce à la désinformation incessante des Français par les médias à ce sujet.

Dans le monde, peu de pays peuvent se targuer d'émettre aussi peu de gaz à effet de serre (GES) que le nôtre en matière de production d'électricité. Ce sont tous des pays qui ont des ressources très importantes en hydroélectricité par habitant : Autriche, Brésil, Costa-Rica, Norvège, ou qui la complètent avec du nucléaire : Suède, Suisse. C'est bien sûr parce que ce mix, qui est aussi le nôtre, évite très largement l'utilisation de combustibles fossiles. Ce qui n'est pas le cas de ceux aux faibles ressources hydroélectriques, qui comme l'Allemagne développent l'éolien et le solaire et refusent le nucléaire, parce qu'ils ont besoin en soutien de centrales à combustibles fossiles. Sortir du Nucléaire, Wise, Greenpeace, WWF, FNE ont poussé constamment au développement de l'éolien et du photovoltaïque plutôt qu'à celui du nucléaire. Ils poussent donc en fait à une addiction aux combustibles fossiles, comme en Allemagne, et ont donc une énorme responsabilité dans la dérive climatique observée actuellement. Si l'Allemagne avait développé son nucléaire pour supprimer son charbon et son gaz, elle aurait maintenant comme la France de faibles émissions de CO₂ de son électricité, et une électricité beaucoup moins chère.

Quant à la diminution chez nous des émissions de CO₂ dues au secteur électrique, elle a commencé dès la mise en service des premières centrales nucléaires ayant remplacé les centrales à fuel. Sans cette diminution considérable antérieure pour une large part à 1990, la France aurait actuellement des émissions de CO₂ de la production électrique comparables à celles des énormes émissions de l'Allemagne.

Notons pour finir que la France a signé la Convention d'Aarhus, qui exige une information factuelle et honnête des citoyens sur ce type de sujet. Est-ce bien le cas de nos médias et de notre gouvernement ?

(1) : Fabien Bouglé, 2019 : Eoliennes, la face noire de la transition écologique. Editions du Rocher.

(2) : Guillaume Pitron : La face cachée de la transition énergétique et numérique, la guerre des métaux rares. Editions Les Liens Qui Libèrent.

Bernard Durand a été directeur de la Division Géologie-Géochimie de l'Institut français du pétrole et des énergies nouvelles (IFPEN), puis de l'Ecole nationale supérieure de géologie. Il a aussi présidé le Comité scientifique de l'European Association of Geoscientists and Engineers (EAGE). Il est cofondateur de l'association environnementale «Nature en Pays d'Arvert». Prix Alfred-Wegener de l'EAGE.